



**HAL**  
open science

## Les dynamiques démographiques des espaces ruraux français : 50 ans de divergence

Sébastien Oliveau, Yoann Doignon

► **To cite this version:**

Sébastien Oliveau, Yoann Doignon. Les dynamiques démographiques des espaces ruraux français : 50 ans de divergence. Gabriel Wackermann. Les espaces ruraux en France, Ellipses Editions, pp.115-125, 2018, 9782340-027527. hal-01862056

**HAL Id: hal-01862056**

**<https://hal.science/hal-01862056>**

Submitted on 29 Apr 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les dynamiques démographiques des espaces ruraux français : 50 ans de divergence

Sébastien Oliveau et Yoann Doignon

## Introduction

Depuis deux siècles, le territoire français a subi de nombreuses transformations, telles que son industrialisation, le développement de l'urbanisation ou encore la modernisation des espaces agricoles. Plus récemment, il s'agit de l'étalement urbain, de la périurbanisation et de la déconcentration urbaine. Toutes ces transformations ont bouleversé la dialectique entre espaces urbains et ruraux. Au XIX<sup>e</sup> siècle par exemple, l'industrialisation a progressivement remplacé l'agriculture au sein de l'économie et la tertiarisation a pris le relais durant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Une des conséquences principales a été l'exode rural et une poussée de l'urbanisation, qui a réduit progressivement, mais durablement, le poids des espaces ruraux au profit des espaces urbains.

Depuis 50 ans, le peuplement a continué d'évoluer et le territoire national métropolitain se différencie de plus en plus. Les villes attirent toujours les populations mais s'étalent sur les communes avoisinantes, les transformant en banlieue (processus d'étalement urbain). Avec l'accélération des transports et la démocratisation de la voiture personnelle, on observe aussi l'installation des actifs urbains toujours plus loin dans les campagnes alentours (processus de périurbanisation). Par ailleurs, les effets de l'attraction littorale, notamment sur les populations retraitées, a entraîné le développement de longues franges urbaines aussi bien en Méditerranée que sur le littoral atlantique (Degorre et Redor 2007). Dans le même temps, un certain nombre d'espaces se maintiennent à l'écart de la croissance démographique, augmentant encore les inégalités de peuplement. En effet, même si l'on considère que l'exode rural est aujourd'hui terminé, il n'en reste pas moins que de vastes régions continuent de perdre de la population par les effets, parfois combinés, de la dépopulation (baisse de la population liée à un solde naturel négatif) et du dépeuplement (baisse de la population liée à un solde migratoire négatif). *A contrario*, une partie des espaces ruraux connaissent un développement démographique parfois très important, porté par des dynamiques naturelles et migratoires. La dynamique démographique des espaces ruraux français s'avère donc multiple.

Dans ce chapitre, à la lueur des transformations contemporaines et du rapport entre villes et campagnes, nous faisons un bilan des dynamiques démographiques des espaces ruraux français depuis la fin des années 1960. Dans un premier temps, nous reviendrons sur la définition des espaces ruraux du point de vue de la population, et dans le cadre plus particulier de la statistique publique française.

Nous aborderons ensuite les grandes trajectoires d'évolution de la population qu'ont suivies les communes rurales françaises pour proposer une typologie. Nous étudierons également les dynamiques naturelles et migratoires à l'origine de ces évolutions démographiques. Nous finirons avec une interprétation géographique de la typologie élaborée.

## I. Prendre la mesure des espaces ruraux en France

### A. Définir le rural : du concept à l'application

« Si l'expérience sensible permet, à l'évidence, de distinguer des espaces citadins et des espaces campagnards, il est plus délicat de proposer une définition conceptuelle précise et statistiquement opérationnelle de l'espace rural ». Même si ce constat de Bertrand Schmitt et Florence Goffette-Nagot (2000, p. 42), dans l'introduction de leur article sur la définition de l'espace rural, date de quasiment 20 ans, force est de reconnaître qu'il est toujours valable aujourd'hui. L'espace rural se définit généralement en creux de l'espace urbain. L'espace rural regrouperait ainsi les espaces dits naturels et les espaces agricoles. Il inclurait également les espaces d'habitation et d'activités économiques, jusqu'à ce que l'on décide que ceux-ci sont autonomes des premiers et constituent *de facto* un espace urbain.

Si l'on se place dans une perspective historique, l'espace rural semble être un support sur lequel les villes se sont développées. Le rural est préexistant à l'urbain. Il y aurait donc un espace rural antérieur, non défini, sur lequel un objet géographique nouveau apparaîtrait, la ville. C'est donc ce nouvel objet qui se démarque et fait l'objet d'une définition particulière : tout ce qui n'est pas urbain est rural.

On peut reprendre le modèle explicatif de Paul Bairoch (1985) pour le comprendre : lorsque la population d'un lieu s'accroît, le nombre d'individus engagés dans des activités non agricoles augmente. Cette augmentation en nombre se traduit par une hausse de la spécialisation des activités et par leur diversification. Ce modèle rejoint les éléments explicatifs de la théorie des lieux centraux de Christaller qui expliquait la présence d'une hiérarchie urbaine par une différenciation de niveaux fonctionnels. De plus, les plus fortes densités connues en ville offrent une plus grande liberté aux individus, favorisant encore l'innovation (Derycke, Huriot, et Pumain 1996). La ville est d'abord un lieu différent et de différenciation.

On tend ainsi à opposer de façon simple deux catégories d'espace : rural et urbain. La ville est apparue comme un objet géographique assez évident à délimiter pendant des millénaires parce qu'elles avaient souvent des caractéristiques spécifiques (enceintes, halles marchandes, lieux de culte ou de pouvoir, etc.). Cela s'est largement complexifié depuis un siècle lorsque les villes ont commencé à s'étendre

hors de leur murs (banlieues) et qu'une partie de sa population active habite désormais dans des espaces ruraux (périurbanisation), c'est-à-dire ailleurs que dans les lieux où elle pratique son activité économique.

Aussi insatisfaisant que cela soit, il est très difficile de sortir de cette posture binaire pour définir l'urbain et le rural. En France, l'INSEE définit le statut urbain ou rural des communes depuis le recensement de 1954, changeant périodiquement ses définitions pour tenter de suivre les évolutions du peuplement. Néanmoins, encore aujourd'hui, la définition de la commune rurale est la suivante : « Une commune rurale est une commune n'appartenant pas à une unité urbaine »<sup>1</sup>. L'unité urbaine se définit comme « une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants »<sup>2</sup>. Actuellement, le statut urbain ou rural d'une commune date de 2010 et a été établi en fonction des données du recensement de la population de 2007 et selon la géographie du territoire au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Au-delà des changements de définition, on observe aussi pour certaines communes des changements démographiques qui les amènent à sortir de la classification rurale pour devenir urbaine. Ainsi, une commune rurale qui compte 1987 habitants agglomérés à un recensement par exemple, mais 2034 habitants au suivant, devient alors une commune urbaine. L'inverse est possible aussi, bien que plus rare. Il convient par conséquent d'être attentif lorsque l'on parle de l'évolution des populations rurales et urbaines, en distinguant bien ce qui relève de la dynamique interne des communes et de ce qui relève des effets de classifications.

## B. La population rurale française

Dans ce chapitre, nous travaillons à partir des données du recensement de 2014<sup>3</sup>, en fonction de la géographie officielle au 1<sup>er</sup> janvier 2016. C'est en effet l'usage depuis la rénovation du recensement de 2004 d'utiliser la géographie de la dernière année de collecte (les données millésimées 2014 sont le résultat de calculs à partir de données récoltées en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016). On dénombre officiellement 35 801 communes en France métropolitaine (territoire européen de la France), les 45 arrondissements municipaux de Paris, Marseille et Lyon étant inclus, de même que les 6 communes mortes pour la France qui sont inhabitées. On compte ainsi officiellement 35 795 communes habitées, regroupant 64 027 958 habitants.

---

<sup>1</sup> <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1902>

<sup>2</sup> <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1501>

<sup>3</sup> Les données nous ont été fournies par le service des Archives de Données Issues de la Statistique Publique (ADISP) de la TGIR PROGEDO, puis préparées par nous-même, avec l'aide de Dieynaba Ndour.

Nous allons suivre l'évolution de la population des communes rurales de 1968 jusqu'à aujourd'hui. A délimitation administrative constante (la géographie du territoire au 1<sup>er</sup> janvier 2016), on comptait 31 801 communes rurales en 1968 (89%). 14 750 000<sup>4</sup> personnes résidaient dans ces communes rurales (30% de la population totale) pour 34 540 000 habitants de communes urbaines (70%). En 2014, **28 582 communes sont rurales (80 %) regroupant 22,4% de la population** (14 530 000 habitants). 3 315 communes rurales en 1968 sont désormais urbaines alors que 96 communes urbaines sont devenues rurales.

Les communes rurales présentent des profils variés : la moins peuplée (Roche-fourchat) dans la Drôme ne compte qu'un unique habitant. A l'opposé, la commune la plus peuplée est celle de Souleuvre-en-Bocage, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 par la fusion de 20 communes rurales (dont la plus peuplée ne dépassait pas 1200 habitants). Néanmoins, les communes rurales se caractérisent encore aujourd'hui par leur faible population. En moyenne les communes rurales françaises comptent 509 habitants. La moitié d'entre-elles ont moins de 325 habitants (3 441 villages ont moins de 100 habitants). Seules 680 communes rurales excèdent 2000 habitants.

Cette variété de situations est à mettre en relation aussi avec des trajectoires hétérogènes. Si la croissance démographique rurale entre 1968 et 2014 a été de 0,5% par an en moyenne (0,6% pour les communes urbaines), elle ne doit pas faire oublier que beaucoup de communes ont connu une décroissance de leur population : **40% des communes rurales ont aujourd'hui une population inférieure à leur population de 1968.**

Nous allons maintenant retracer la trajectoire démographique depuis 1968 de l'ensemble de ces communes rurales. Il semble en effet pertinent de s'intéresser en détail à l'évolution démographique de ces communes, car de très fortes disparités se cachent derrière le mouvement général de croissance démographique du milieu rural.

## II. Les croissances démographiques rurales et leurs dynamiques sous-jacentes

### A. Typologie des trajectoires communales

Pour observer la dynamique démographique des communes rurales, nous nous sommes inspirés d'une méthodologie mise en place précédemment pour étudier les décroissances démographiques en France métropolitaine (voir Oliveau et Doignon (2016) pour plus de détail). Nous nous intéressons aux types

---

<sup>4</sup> Toutes les statistiques de population générale sont arrondies pour rappeler au lecteur qu'il existe une marge d'erreur et que nous attachons plus d'importance à l'ordre de grandeur qu'à la précision du nombre.

de chemin parcouru entre 1968 et 2014 pour chaque commune rurale, tout en considérant de façon systématique les croissances intercensitaires. En nous basant sur le taux de croissance annuel moyen de la population de chaque intervalle intercensitaire entre 1968 et 2014, nous obtenons 6 trajectoires démographiques principales pour les communes rurales :

1. On trouve d'abord 806 communes dont la population n'a cessé de diminuer depuis 1968 (**baisse absolue et continue**). Leur taux d'évolution annuel moyen est de -1,35 %, ce qui signifie qu'elles ont perdu la moitié de leur population en 50 ans. Elles sont passées en moyenne de 648 habitants en 1968 à 382 habitants en 2014.
2. Ensuite viennent les 10 662 communes dont la croissance a varié d'un recensement à l'autre mais dont la population aujourd'hui est inférieure à la population de 1968 (**baisse absolue mais irrégulière**)<sup>5</sup>. Leur taux d'évolution annuel moyen est de -0,59 %, elles ont perdu 20% de leur population sur la période étudiée, passant en moyenne de 390 à 311 habitants.
3. 6 367 communes ont plus d'habitants en 2014 qu'en 1968, mais leur taux d'évolution annuel moyen sur la période 1968-2014 est inférieur à la moyenne nationale (commune dite « **en perte de vitesse relative** »). Avec un taux d'évolution annuel moyen de 0,29 %, ces communes gagnent de la population mais moins vite que la moyenne nationale. De fait, malgré leur croissance, leur poids relatif diminue. Leur taille moyenne est passée de 442 habitants en 1968 à 505 habitants en 2014.
4. Par la suite, 8 331 communes ont eu une croissance supérieure à la croissance nationale, malgré une trajectoire marquée de hausses et de baisses intercensitaires de population (**hausse absolue mais irrégulière**). Avec un taux d'évolution annuel moyen de 1,26 %, leur taille moyenne est passée de 351 à 616 habitants.
5. Enfin, on observe 2 416 communes dont la croissance a été supérieure à la croissance nationale et sans jamais connaître de période de baisse de la population (**hausse absolue et régulière**). Avec un taux d'évolution annuelle moyen de 1,9 % ce sont les communes les plus dynamiques de France (même si on les compare aux communes urbaines). Leur population double en 38 ans : leur population moyenne qui était de 465 habitants en 1968 est de 1 060 habitants en 2014.
6. Outre ces communes rurales, nous avons distingué parmi les communes urbaines celles qui étaient déjà urbaines en 1968 (3895 communes) des 3 315 **communes rurales devenues urbaines** entre 1968 et 2014. Ces dernières se caractérisent par une croissance très forte depuis 1968. En

---

<sup>5</sup> Les 129 communes dont la population en 2014 est égale à leur population en 1968 sont classées dans cette catégorie.

moyenne leur croissance annuelle est de 1,68 % : leur population a doublé en 42 ans (1012 habitants en moyenne en 1968, 2 298 habitants en 2014).

Cette typologie met en évidence que derrière le portrait général de dynamisme démographique du monde rural, se dresse en réalité une grande diversité de trajectoires démographiques, avec des communes rurales très dynamiques et d'autres en décroissance.

## B. Des dynamiques démographiques variées

Pour mieux comprendre les différentiels de croissance observés, il est intéressant de revenir sur les composantes de cette croissance démographique, à savoir les soldes naturels et migratoires. Le solde naturel est le résultat de la différence entre le nombre de naissance et le nombre de décès. Il permet de mesurer la contribution du mouvement naturel (natalité et mortalité) à l'évolution de la population. Le solde migratoire résulte de la différence entre le nombre d'immigrants et d'émigrants, c'est-à-dire les personnes arrivant dans un territoire et les personnes partant de ce territoire. Il mesure la contribution du mouvement migratoire à l'évolution de la population. A l'échelle nationale, le solde naturel est le moteur de la croissance démographique durant toute la période, même si récemment il tend à diminuer un peu (Breton et al. 2017).

Nous utiliserons ici les taux de variation annuel dû au mouvement naturel et migratoire (exprimé en pourcentage) qui constituent la contribution des soldes naturel et migratoire à la croissance. A l'échelle nationale, le taux de variation annuel dû au mouvement naturel est de l'ordre de 0,4% alors que celui dû au mouvement migratoire varie aux alentours de 0,1%. Toutefois, à l'échelle locale, le poids du solde migratoire peut se révéler plus important que celui du solde naturel, car les migrations mesurées au niveau des communes intègrent les migrations internationales mais également les migrations résidentielles internes au pays. Ainsi, même en l'absence de migration internationale, la croissance démographique d'une commune peut bénéficier d'un apport migratoire venu d'autres communes.

Il convient donc de regarder, pour les 6 types de communes définis précédemment, le rôle qu'ont joué les dynamiques naturelles et migratoires dans l'évolution de la population (cf. figures 1 et 2). Les dynamiques démographiques des communes rurales sont là aussi très diverses :

- Les communes en **baisse absolue et continue** de population se caractérisent par un taux de variation annuel (TVA) dû au mouvement naturel négatif de l'ordre de -0,7 % que vient aggraver un TVA dû au mouvement migratoire également négatif. Ce dernier s'atténue cependant dans le temps, mais baisse à nouveau lors de la dernière période intercensitaire.
- Pour les communes en **baisse irrégulière**, le TVA dû au mouvement naturel est en moyenne négatif, mais augmente depuis 1975. Il est en moyenne moins négatif pour ce type de commune que pour le type précédent (entre -0,2 et -0,6 % sur la période). Le TVA dû au

mouvement migratoire est lui aussi moins négatif, et il est même positif pour la période 1990-2009.

- Les communes en **perte de vitesse relative** ont en moyenne un TVA dû au mouvement naturel légèrement négatif en début de période, qui devient positif par la suite mais reste modéré (0,2 %). A l'exception de la période 1968-1975, le TVA dû au mouvement migratoire est en moyenne positif et modéré (aux alentours de 0,4 %).
- Le TVA dû au mouvement naturel des communes en **hausse irrégulière** augmente régulièrement depuis 1968 (date à laquelle il est légèrement négatif) pour atteindre en moyenne 0,51 % aujourd'hui. Plus que la dynamique naturelle, c'est la composante migratoire qui alimente la croissance démographique de ces communes. Le TVA dû au mouvement migratoire reste constamment positif, et dépasse à plusieurs reprises 1% par an.
- Les communes en **hausse continue** montrent un dynamisme marqué et croissant de leur TVA dû au mouvement naturel (qui atteint en moyenne 0,54 % par an depuis 1999) comme de leur TVA dû au mouvement migratoire (supérieur à 1 % et dépassant 1,7 % durant les décennies 1970 et 1980).
- Les communes **rurales devenues urbaines** montrent le même type de dynamique que les communes en hausse continue, mais moins marquée. Leur TVA dû au mouvement naturel est de l'ordre de 0,2 % depuis 1968 et leur TVA dû au mouvement migratoire sont très positifs en début de période (supérieur à 1,6 % jusqu'en 1990) et restent importants ensuite (supérieurs à 0,6 %).

Figure 1 : taux de variation annuel moyen dû au mouvement naturel des communes rurales françaises

Figure 2 : taux de variation annuel moyen dû au mouvement migratoire des communes rurales françaises

### III. Une lecture géographique des trajectoires démographiques

Nous avons distingué les communes rurales françaises en fonction de leur trajectoire démographique depuis 1968, ce qui a permis de mettre en évidence des dynamiques naturelles et migratoires très différenciées. Il nous a alors semblé intéressant d'interroger la spatialité de ces changements. Existe-t-il une géographie de l'évolution démographique en France ? La réponse est bien évidemment positive, mais la cartographie (figure 3) est troublante par les régularités qu'elle donne à lire.

Figure 3 : Carte de France des trajectoires des territoires

Si l'on s'intéresse d'abord aux communes **rurales devenues urbaines**, on distingue deux implantations différentes. La première, largement majoritaire, est celle des communes en limite d'espace urbain, qui



devienne urbaine par effet de proximité. La ville s'étend et le noyau communal rural existant finit par être englobé dans une continuité de bâti urbain. C'est le phénomène d'extension des banlieues des centres urbains qui s'exprime par une croissance démographique liée à la migration des actifs et des familles vers ces espaces de vie. L'autre type d'implantation correspond au contraire à des communes éloignées des centres urbains, dans des espaces marqués par une décroissance de la population. Dans ce type d'espace ruraux, certains bourgs ruraux ont progressivement émergé et pris de l'importance.

Les communes rurales en **hausse absolue et régulière** sont les communes françaises qui ont connu les plus fortes augmentations de population depuis 1968. Il s'agit de communes des espaces périurbains. D'une part, elles ne sont pas dans la continuité du bâti urbain ; d'autre part, elles ne dépassent pas 2 000 habitants agglomérés. En conséquence, elles ne changent pas de statut (urbain ou rural), bien que leur dynamique démographique soit directement liée aux espaces urbains jouxtent. On trouve aussi des communes de ce type dans les arrière-pays littoraux, particulièrement méditerranéen, où elles ont bénéficié de migration résidentielle, notamment de retraite (Pistre 2011).

Les communes rurales en **hausse irrégulière** ont des localisations semblables aux précédentes, proches des espaces urbains, bénéficiant de leur dynamisme démographique, ou du moins accueillant une partie de la population qui ne souhaite pas ou ne peut pas habiter plus proche du centre. Avec les communes en hausse absolue et régulière, elles forment des couronnes autour des unités urbaines.

Les communes rurales en **perte de vitesse relative** s'organisent comme une seconde couronne, au-delà des communes rurales en hausse. Elles constituent la frange de l'espace périurbain. On trouve aussi néanmoins des communes de ce type au-delà du périurbain, dans les espaces ruraux en décroissance. Ce sont en quelque sorte des communes qui résistent à l'érosion démographique de leurs voisines. Il s'agit alors de petits bourgs qui ne décroissent pas (parce que ces communes ont maintenu des services que les autres n'ont plus) et attirent de la population ou au moins réussissent à maintenir la leur.

Les communes rurales en **baisse irrégulière** sont généralement situées au-delà des espaces périurbains décrits ci-dessus. Généralement regroupées, on les retrouve partout en France dès que l'on s'éloigne des littoraux et des centres urbains, notamment dans des espaces interstitiels qui séparent les grandes villes, au-delà des espaces périurbains. L'intérieur de la Bretagne et de la Normandie constituent des zones où ces communes sont fréquentes, notamment aux frontières des départements. Néanmoins, c'est surtout au sein de ce que l'on nomme la « diagonale du vide » qu'elles sont les plus nombreuses. Le terme de diagonale du vide, souvent critiqué dans une perspective socio-économique, reste pertinent d'un point de vue démographique (Oliveau et Doignon 2016). Il décrit les espaces de faibles

densités où la population, hors des zones d'influence urbaine, décroît de manière régulière depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. Partant des Pyrénées, cette diagonale remonte jusqu'au département de la Meuse<sup>6</sup>.

Les communes rurales en **baisse absolue et régulière** sont situées au cœur des zones en baisse irrégulière, et plus particulièrement dans le Massif central (Cantal, Limousin, Bourbonnais), dans le Morvan, en Bretagne à l'intérieur de la Cornouaille, en Normandie aux frontières de la Mayenne, de l'Orne et de la Manche. On soulignera d'ailleurs qu'une des caractéristiques de ces communes est d'être souvent limitrophes des départements, comme si cette situation accentuait encore leur mise à l'écart des dynamiques urbaines.

La géographie des trajectoires démographiques donne à voir une France rurale dont les transformations ne sont pas terminées. Le rôle structurant des villes est évident : elles organisent l'espace autour d'elles de manière régulière. L'étalement urbain *stricto sensu*, c'est-à-dire l'extension spatiale du bâti urbain, a intégré des communes rurales dans les banlieues. Au-delà de la continuité urbaine, la périurbanisation a pris le relais, et a engendré la croissance démographique de communes rurales à une distance permettant une mobilité quotidienne avec la ville. En s'éloignant plus encore, les communes rurales ont globalement été touchées par une déprise démographique, parfois très forte, malgré une récente reprise du solde migratoire et du solde naturel pour les communes rurales en baisse irrégulière. On trouve néanmoins, à l'écart des villes, des bourgs ruraux qui semblent émerger, se transformant en petits centres urbains ou du moins réussissant à garder une croissance démographique positive en concentrant quelques services essentiels. Nous rappelions précédemment que le monde rural se définissait en creux du monde urbain. On voit que d'un point de vue démographique, c'est effectivement le cas à l'heure actuelle tant l'influence urbaine semble être déterminante.

## Conclusion : perspectives et enjeux

Le monde rural semble sous la coupe des villes qui agissent comme moteur économique et structurent ainsi le paysage démographique français. A ce jeu, des communes rurales voient leur population augmenter, essentiellement les plus proches des villes, quand d'autres communes, dont il ne faut pas sous-estimer l'importance, sont en décroissance démographique. Durant les dernières décennies, notamment entre 1999 et 2009, certaines de ces communes en décroissance ont vu leur dynamique démographique être plus favorable à une croissance démographique, en bénéficiant notamment de migrations liées aux départs en retraite massif de la génération du baby-boom. D'aucun y ont vu un renouveau des campagnes, porté par une nouvelle économie résidentielle. Claude Grasland (2010)

---

<sup>6</sup> Cette diagonale s'étend même bien au-delà en Espagne comme le montre Doignon et al. (2016).

rappelle bien cependant le rôle ambigu de ce type de migrations. L'arrivée de personnes âgées peut certes avoir un impact immédiat sur la croissance communale (et peut même entraîner le maintien, voire l'arrivée, d'actifs) mais cette dynamique peut retomber plus ou moins rapidement<sup>7</sup> et entraîner alors une accélération de la décroissance dans ces territoires.

Les données de population issues de la dernière vague censitaire confirment d'ailleurs cette éventualité : sur environ 8 600 communes rurales qui ont connu une reprise démographique sur la période 1999-2009, 38 % sont retombées dans une dynamique de décroissance démographique à la période intercensitaire suivante (2009-2014). L'avenir est donc mitigé pour les communes rurales, dans un pays qui va continuer de vieillir. D'une part, les communes périurbaines vont certainement continuer de croître, donnant l'illusion globale de campagnes dynamiques. D'autre part, les espaces ruraux les plus éloignés vont continuer de voir leur population diminuer. Or, si les populations concernées sont finalement peu nombreuses (3,6 millions d'habitants, soit moins de 6 % de la population nationale), elles représentent plus du tiers de l'espace français (45 % de l'espace rural). La géographie des trajectoires démographiques des communes rurales françaises dépasse ainsi la question des dynamiques de population pour interroger les modalités d'aménagement de l'espace français et de son devenir.

## Bibliographie :

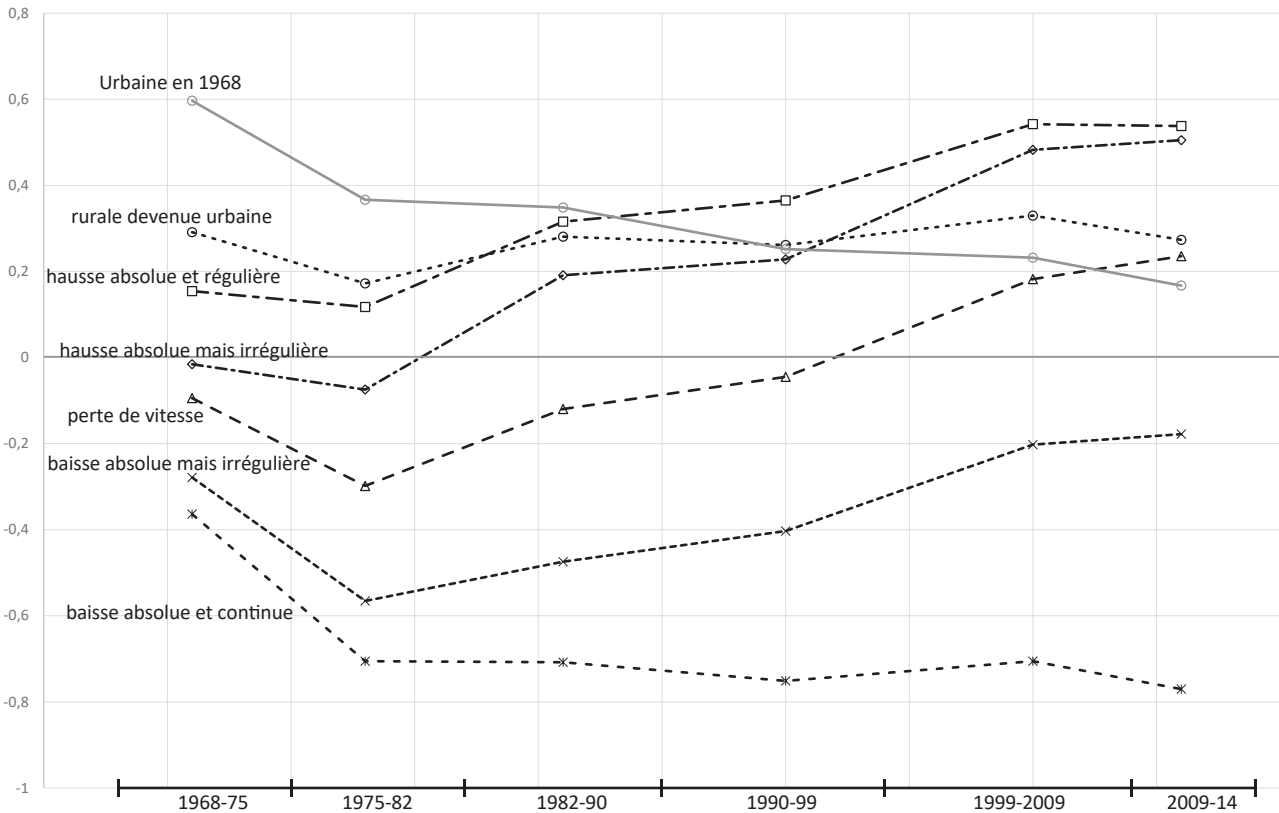
- Bairoch, Paul. 1985. *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'histoire*. Gallimard.
- Breton, Didier, Magali Barbieri, Hippolyte d'Albis, et Magali Mazuy. 2017. « L'évolution démographique récente de la France : de forts contrastes départementaux ». *Population* 72 (4): 583-651. <https://doi.org/10.3917/popu.1704.0583>.
- Degorre, Arnaud, et Patrick Redor. 2007. « Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 : les départements du Sud et du littoral atlantique gagnants au jeu des migrations internes ». *INSEE Première*, n° 1116: 4.
- Derycke, Pierre-Henri, Jean-Marie Huriot, et Denise Pumain. 1996. *Penser la ville: théories et modèles*. Paris: Anthropos : Diffusion, Economica.
- Doignon, Yoann, Sébastien Oliveau, et Isabelle Blöss-Widmer. 2016. « L'Europe méridionale depuis 20 ans : dépeuplement, dépopulation et renouveau démographique ». *Espace Populations Sociétés*, n° 2015/3-2016/1: 23. <https://doi.org/10.4000/eps.6171>.
- Grasland, Claude. 2010. « Les mécanismes démographiques de la décroissance : 3 boucles de rétroactions ». In *Villes et régions européennes en décroissance : maintenir la cohésion territoriale ?*, édité par Claude Grasland, Myriam Baron, et Emmanuele Sabot, 97-116. Paris: Hermès science : Lavoisier.

---

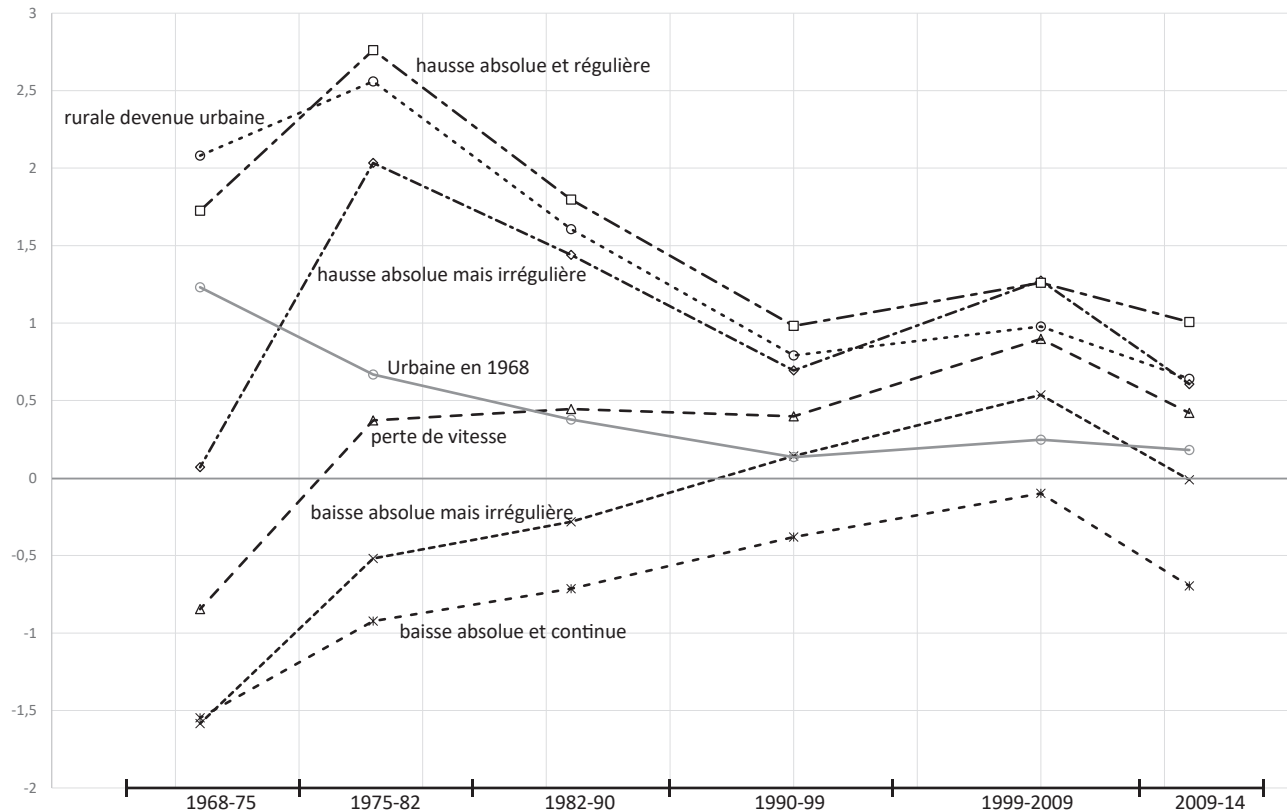
<sup>7</sup> Outre les décès, les migrations aux grands âges font également retomber cette croissance : retour dans des territoires plus proches des enfants (voire à leur domicile) ou dans des maisons spécialisées.

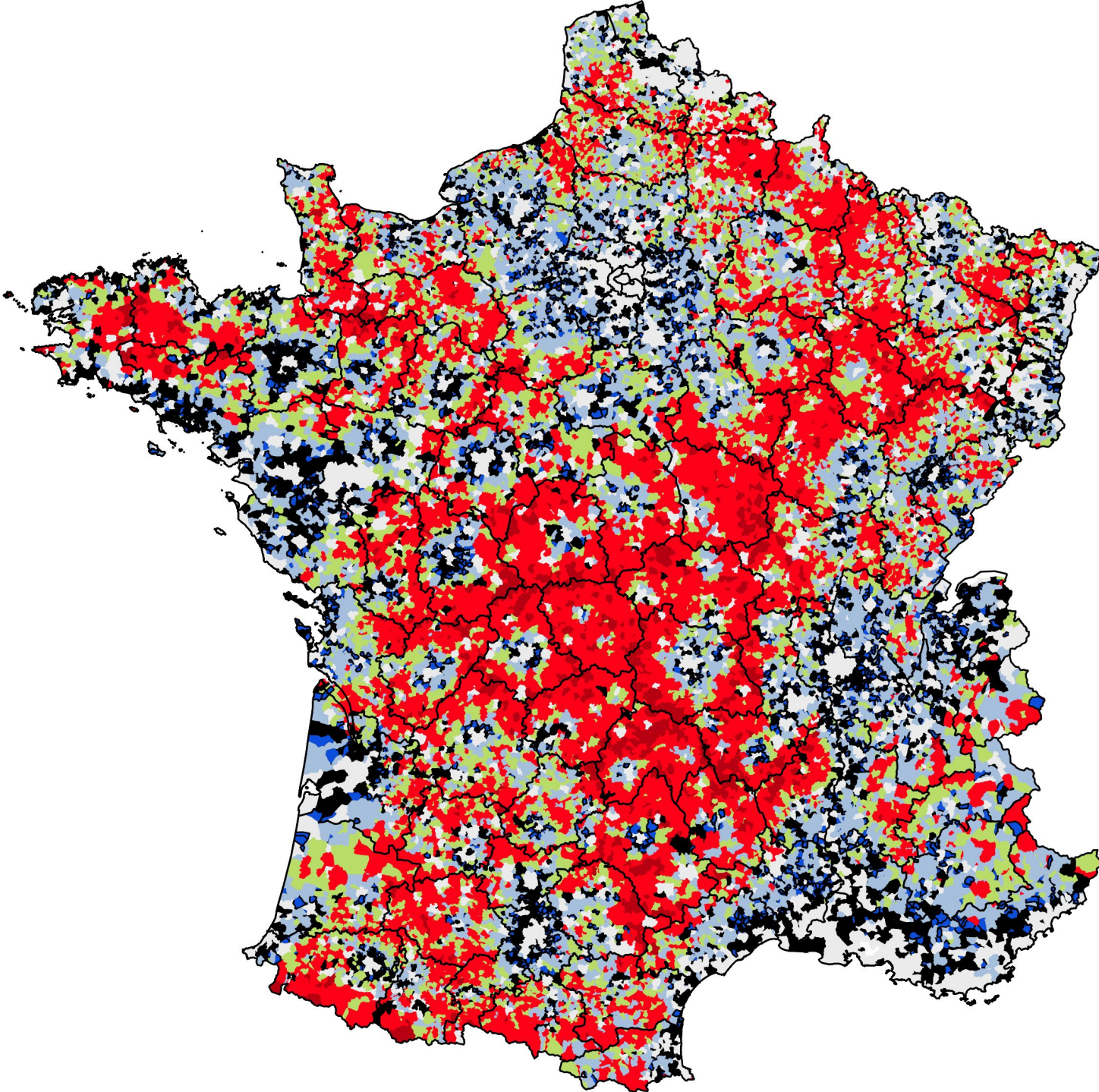
- Oliveau, Sébastien, et Yoann Doignon. 2016. « La diagonale se vide ? Analyse spatiale exploratoire des décroissances démographiques en France métropolitaine depuis 50 ans ». *Cybergeo : European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.27439>.
- Pistre, Pierre. 2011. « Migrations résidentielles et nouveaux démographiques des campagnes françaises métropolitaines ». *Espace Populations Sociétés*, n° 3: 539–555.
- Schmitt, Bertrand, et Florence Goffette-Nagot. 2000. « Définir l'espace rural ? De la difficulté d'une définition conceptuelle à la nécessité d'une délimitation statistique ». *Économie rurale* 257 (1): 42-55. <https://doi.org/10.3406/ecoru.2000.5180>.

# Taux de variation annuel dû au mouvement naturel selon la catégorie de commune



# Taux de variation annuel dû au mouvement migratoire selon la catégorie de commune





- Limites départementales
- Trajectoires [35798]
- Communes mortes pour la France [6]
- baisse continue [806]
- baisse irrégulière [10662]
- hausse continue sup [2416]
- hausse inf [6367]
- hausse irrégulière sup [8331]
- Communes rurales devenues urbaines [3315]
- Communes urbaines [3895]

